

EHPAD : les raisons de la souffrance

SANTÉ. Dans l'Aude comme ailleurs, résidents, personnels et familles se sont mobilisés pour de meilleures conditions de travail et de prise en charge. **PAGE**



► Elle sera l'image marquante de la mobilisation carcassonnaise dans les EHPAD, hier. En soutien aux personnels mais aussi pour exiger de meilleures conditions de vie, Evelyne Watiau, résidente à Iéna depuis deux ans, a décidé d'entamer une grève de la faim. Photo Nathalie Arne

SOCIAL. Dans le cadre du mouvement national de grève dans les hébergements pour personnes âgées dépendantes, le personnel de la Capounada entend bien faire entendre ses revendications.

Le personnel de la maison de retraite au bout du rouleau

La grève nationale, c'est aujourd'hui dans les maisons de retraite. Mais à Lézignan « comme dans toute l'Occitanie, le mouvement a été lancé, il y a déjà un an avec une grande mobilisation dans les établissements publics et même privés », assurent Nathalie Rieux-Sicard et Philippe Marty, délégués Force ouvrière. La grogne générale est telle que « toutes les organisations syndicales nous ont rejoints... ainsi que les représentants des familles et les directeurs ». Au chapitre des revendications, c'est toujours le manque de moyens humains qui est mis en avant. Des lacunes, empêchent le bon déroulement des soins et entravent le bien-être des personnes âgées.

■ « Un agent pour un résident »

Avec 70 agents pour 147 lits à la maison de retraite, on est loin du ratio demandé de « un agent pour un résident ». Conséquences : « Le personnel du ménage a 2 heures pour nettoyer une quinzaine de chambres, une aide-soignante doit assumer une douzaine de toilettes chaque matin... On doit demander de l'aide à du personnel non qualifié pour coucher les résidents... On en vient à accomplir des tâches consécutives, à la chaîne, et il devient plus que

difficile d'accompagner les personnes... Alors, pour aller plus vite, certains résidents sont soignés comme des grabataires : on laisse les couches à ceux qui pourraient aller aux toilettes et ça va également plus vite de laver une personne plutôt que de l'aider à se laver... Pour faire des économies, on nous fournit des couches moins chères mais qui occasionnent plus de fuites : il faut donc les changer plus souvent, ainsi que les draps souillés et dispenser des soins plus importants pour la peau des résidents... c'est une catastrophe et ça revient plus cher ! Nous faisons aussi de l'animation à la maison de retraite, mais seuls les plus autonomes en bénéficient car on ne peut pas suivre. Par ailleurs, toujours pour faire des économies, le personnel est de moins en moins remplacé et on assiste à une augmentation des arrêts de travail et de maladie : dans ce domaine, nous avons dépassé le BTP et les demandes de reconversion profes-



Les portes parole de FO et les représentants des familles expliquent les raisons de la grève. Ph. F.P.

sionnelles sont de plus en plus nombreuses ! ».

■ Inquiétude des familles

Au service long séjour de l'hôpital (qui comprend 30 lits pour les soins de longue durée et 42 lits pour personnes âgées dépendantes), la situation n'est guère meilleure. Les familles aussi sont inquiètes : « Le personnel est formidable, mais tout est fait dans la précipitation ! Les ongles des résidents ne sont pas coupés régulièrement et les familles

sont mises à contribution. Si une personne est fatiguée, la toilette hebdomadaire n'est pas faite et on attend la semaine suivante... Imaginez en été, quand la transpiration occasionne des plaies sur la peau ! La maison de retraite a connu une grande rénovation de ses locaux, mais le personnel n'a plus les moyens de nettoyer les souillures des résidents et la situation de dépendance s'est aggravée », constate Denise Madaule, appuyée par Nicole Delrieu, toutes

deux représentantes des familles au conseil de vie sociale.

■ « Il n'y en a que pour l'argent »

À cela il faut ajouter le projet de convergence tarifaire dans les maisons de retraite « La loi n'a pas encore été appliquée dans l'Aude. Il y a la question de lisser les tarifs des établissements, mais pas par le haut. Si la Capounada est la structure la moins chère du département, nous pourrions perdre encore des ressources des moyens de fonctionnement. De plus, l'aide sociale ne sera pas plus importante pour les familles qui devront assumer le reste charge selon les richesses du département. Du côté de la direction, on est obligé de coller au budget et on décide des arrêts de contrats qui entraînent des mouvements sociaux, comme à l'hôpital en fin d'année 2017 », expliquent les portes parole de FO. Pour Nathalie Rieux-Sicard, la situation est tout simplement « scandaleuse : les personnes âgées payent elles ont travaillé toute leur vie et ont droit qu'on s'occupe d'elles dignement ! Il n'y en a que pour l'argent, il faut être jeune, riche et en bonne santé ! ».

Cet après-midi, tout le personnel du long séjour de l'hôpital et de la maison de retraite est donc mobilisé pour la grève générale.

RIEUX-MINERVOIS

SANTÉ. Le manque de moyens pointé du doigt par le personnel.

Le personnel de l'Ehpad en grève

Hier matin, le personnel de l'Ehpad (Établissement d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes) de Rieux-Minervois était en grève. « Comme partout en France, les quarante personnes de cet établissement se voient régulièrement obligées de réaliser un travail de plus en plus rapide pour compenser les baisses d'effectifs. Dix minutes pour une toilette, là où il en faut normalement trente, etc. » Le ras-le-bol du personnel se concrétise en ce mardi matin par une grève bien suivie et chacun espère un mieux dans le financement de cet espace sociétal de plus en plus nécessaire. Cette manifestation était conduite par le syndicat FO et les personnels non syndiqués de l'établissement. Ils réclament entre autres, les applications prévues par le plan solidarité grand âge : un agent par résident.



► Hier matin, le personnel affichait son mécontentement et ses revendications.

ITÉ. Pierre Durand dénonce un manque de personnel dans les Ehpad du territoire et à l'ASM.

. Bonnafous : « Comment faire notre boulot avec 15 agents en moins ? »

ans le collimateur des Limouxins de Force Ouvrière : la réforme actuelle des budgets nouvelle convergence ta promise par le gouvernement. Mais pas seulement : les 15 000 décès après la crise de 2003, rien n'a changé. Où est donc passé l'argent ? la journée de solidarité récupéré l'État ? 28 milliards d'euros depuis 2006. En 2017, c'est 28 milliards d'euros, soit 28 milliards de moins en 2017 ? s'interroge Yan Bonnafous le responsable de Limoux. Il martèle : « Les gouvernements successifs n'ont tenu leurs promesses : la dernière réponse en matière de réforme des budgets est la mise en danger des Ehpad, ce qui entraîne une baisse des dotations de 10 millions d'euros et efface 100 millions promis. On perdrait 150 000 € par an alors qu'il en faut déjà au moins 10. »

Épuisement moral et physique
La situation que les syndicalistes limouxins ne supportent pas. Ils veulent mettre un terme à l'épuisement moral et physique des personnels. Yan Bonnafous interpelle les élus : « Vous savez que de se blesser pour un résident est de 9 à 10 dans le BTP ? Nous ne pouvons pas revenir à du 10 pour un résident égale 1 agent. À la limite sur Limoux, nous sommes à 1 agent pour 2 résidents et pire, à Saint-Hilaire nous sommes à 1 agent pour 3 résidents. Comment faire pour d'une personne en 10 minutes alors qu'il faudrait au minimum 15 ? Selon le syndicat, la baisse des budgets c'est favoriser le manque de personnel et donc



Employés, résidents et élus, tous mobilisés pour cette journée de grève dans les Ehpad du limouxin.

Photos F.P.

l'absentéisme qui touche le personnel. Le président de la communauté de communes, Pierre Durand ajoutait : « Il est important de rappeler que cette action aujourd'hui s'étend à Couiza, Quillan et à tous les établissements publics du territoire, ainsi qu'à l'ASM. En tant que vice-président du conseil de surveillance du centre hospitalier Limoux Quillan, je dénonce ce manque de personnel criant qui met en danger la sécurité des patients. C'est inadmissible ! »

■ Le système de tarification en question

Pour la députée de la République en marche, Mireille Robert, représentée par son attachée parlementaire Christine Barelly, le constat est simple : « Dès le début de ma mandature, j'avais conscience de ce problème récurrent dans les Ehpad, notamment à Limoux. J'ai obtenu de participer à la commission flash de l'Assemblée



Pour la première fois au Soleil du Levant, Ehpad privé, les agents étaient en grève.

parlementaire qui travaille sur le sujet. Nous avons entamé les auditions de tous les intervenants dans le domaine. Nous faisons en parallèle un état des lieux sur la non-affectation des fonds attribués à ce secteur, dénoncée par les syndicats. Nous allons travailler dans un cadre plus large et poser à tous la ques-

tion du système de tarification. » Qui rembourse quoi ? Pour la députée, la question serait-elle plus politique qu'il n'y paraît ? Mettrait-elle en cause, sans le nommer, le Département ? Qui ne prend plus en charge financièrement depuis septembre dernier, les résidents les plus autonomes, les Gir 3 et 4, sur la grille d'évalua-

tion de la dépendance. La députée de la République en marche a d'ailleurs prévu sur le sujet une réunion publique le lundi 12 février à 18 heures à la salle Louis-Costes avec la rapporteuse de la commission Ehpad pour l'Assemblée Nationale, Monique Ibarra, députée de la Haute-Garonne.

F.P.

SANTÉ. Nombre de lits, d'aides-soignants et taux d'encadrement. Tour d'horizon des principaux établissements audois.

Situation dans les EHPAD : les raisons d'une « maltraitance institutionnelle »

Au-delà des mots et des formules sans ambages employés hier, par les personnels et leurs représentants, mais aussi les familles et résidents des Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de l'Aude et de France pour dépeindre une réalité dure, il s'agit de prendre de la distance pour analyser au mieux une situation décrite par tous lors de cette journée de grève nationale. Cette fameuse « maltraitance institutionnelle », ou banalisation des conditions de vie des personnes âgées en EHPAD, s'apprécie au regard des moyens mis en œuvre, dont les syndicats fustigent la baisse, au gré des gouvernements successifs. Dans l'Aude, au 1^{er} janvier 2015, l'Agence régionale de santé (ARS) dénombrait 54 établissements publics ou privés, pour 3 551 places installées.

Au premier rang des revendications de la large intersyndicale, l'appel à « un soignant par patient ». Et au regard des chiffres, l'Aude est loin du compte. Car si la législation impose aujourd'hui un encadrement de 6 agents pour 10 résidents, il s'agit d'un ratio entre le nombre total de personnels (tous postes confondus) et le nombre de lits. Après synthèse des effectifs dans 16 des principaux EHPAD audois, il convient de rapporter ce taux d'encadrement au nombre d'aides-soignants par lit, tant l'ensemble de la profession s'accorde à dire que ce sont eux qui assument la plus grande charge de travail au quotidien. Et les résultats sont édifiants.

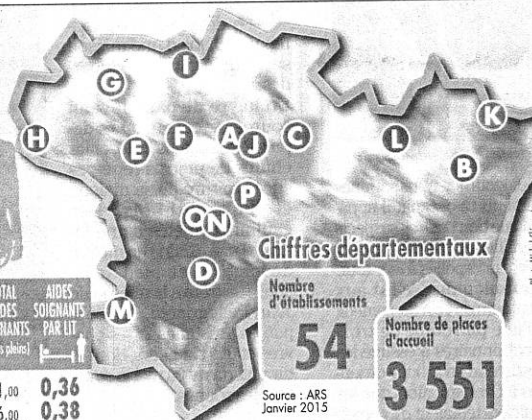
Dans une grande structure de 200 lits comme aux Rives d'Ode, à Carcassonne, on compte 0,36 aides-soignants par lit, et 0,38 à Pech d'Alcy, à Narbonne. Des chiffres qui parlent et illustrent la réalité présentée hier par les familles et personnels des Ehpad : sur les 16 établissements listés, les moyens impliquent donc que chaque aide-soignant assume la charge de 3

EHPAD : les effectifs de 16 établissements dans l'Aude

MOYENNE BRUTE DES EFFECTIFS D'AIDES SOIGNANTS PAR LIT (Pour les 16 établissements)

0,27

COMMUNE	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	NOMBRE DE LITS	TOTAL D'AGENTS (Postes pleins)	TOTAL AIDES SOIGNANTS (Postes pleins)	AIDES SOIGNANTS PAR LIT
A CARCASSONNE	Les rives d'Ode	200	145,00	71,00	0,36
B NARBONNE	Pech d'Alcy	174	126,00	66,00	0,38
C TRÈBES	EHPAD Trèbes	50	35,40	9,95	0,20
D ESPÉRAZA	EHPAD Espérazza	85	54,15	30,00	0,35
E FANJEAUX	EHPAD Fanjeaux	72	45,00	21,00	0,29
F MONTRÉAL	EHPAD Montréal	70	43,50	16,50	0,24
G CASTELNAUDARY	Le Castelou	65	40,00	17,50	0,27
H BELPECH	EHPAD Belpech	102	62,00	19,00	0,19
I SAÏSAC	Las Fontaines	73	42,00	16,00	0,22
J CARCASSONNE	EHPAD Iéna	63	28,85	7,80	0,12
K CUXAC D'AUDE	La Bourgade pnt	65	28,50	12,00	0,18
L LÉZIGNAN-CORB.	EHPAD Lézignan	147	57,97	22,80	0,16



Source : ARS Janvier 2015

COMMUNE	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	NOMBRE DE LITS	TOTAL D'AGENTS (Postes pleins)	TOTAL AIDES SOIGNANTS (Postes pleins)	AIDES SOIGNANTS PAR LIT
M ROQUEFLEUVE	EHPAD Roquefleuve	17	12,50	5,80	0,34
N LIMOUX	EHPAD Chenier	104	65,02	32,40	0,31
O LIMOUX	Madeleine Bres	60	41,00	20,70	0,35
P SAINT-HILAIRE	EHPAD St-Hilaire	52	25,80	9,60	0,18

Source : Syndicat F.O. Santé - Aude Données brutes (hors congés, maladies, repos)

infographie L'INDÉPENDANT

à 10 lits, en admettant que tous les personnels soient tous sur le pont...

« Nous n'avons plus besoin d'études, mais de décisions politiques »

Ce qui, dans les faits, ne saurait être le cas, alors que, comme le rappelait hier depuis Carcassonne le secrétaire régional de Force Ouvrière Santé, Gilles Gadier, après une rencontre avec Cécile Courrèges, directrice de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) : « Le taux de sinistralité dans la profession est de 9,5 %, pour la première fois devant le BTP qui est à 6,3 % ». Ce taux de sinistralité, ce sont les arrêts maladie, les dos cassés,

les agents fatigués ou en « burn-out ». Autant de chiffres et de témoignages pour affirmer la nécessité de « défendre le service public, car la maltraitance institutionnelle dont nous parlons, elle impacte les résidents, mais aussi les personnels, dont beaucoup n'arrivent plus à la retraite dans des conditions physiques acceptables ». Alors que, selon le syndicaliste, les taux de remplissage sont au plus haut, avec « des files d'attente permanente » pour une place en EHPAD, la solution ne viendra que de l'exécutif : « Il faut aujourd'hui attirer l'attention des pouvoirs publics, sur la situation. Nous n'avons plus besoin d'études mais de décisions politiques. La journée de solidarité a permis de lever

2, 43 Mds € rien qu'en 2017, il y a donc de quoi répondre à la demande... alors, les 50 M€ supplémentaires annoncés par le ministre, c'est du saupoudrage ! ». Dans les limites administratives de feu la région Languedoc-Roussillon, ce sont ainsi « 30 000 emplois qu'il faudrait créer pour répondre à la situation actuelle ». Une question d'autant plus prégnante lorsque l'on sait qu'à l'horizon 2040, le département de l'Aude comptera 57 800 personnes supplémentaires âgées de 60 ans et plus... Une question de choix de société, qui nécessite, en effet, une réponse claire.

Benjamin Seyer

► Lire également nos reportages dans les EHPAD de l'Aude en pages 10 et 11.

ÉCLAIRAGE

L'impact de la dépendance

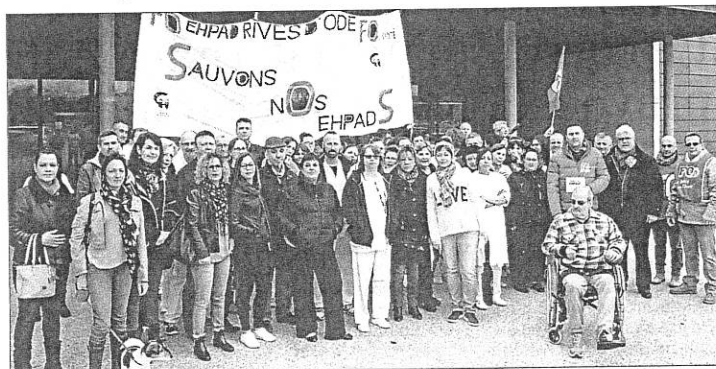
Le nombre de personnels, et plus encore d'aides-soignants par lit, sont des éléments d'analyse pertinents. Mais pour affiner, il faut se pencher sur le degré de dépendance des personnes prises en charge. C'est une personne gravement atteinte d'Alzheimer nécessite en effet plus d'attention encore qu'une autre, capable d'effectuer seule un certain nombre de gestes quotidiens. Un niveau de perte d'autonomie qui est évalué et auquel est attribué un « groupe iso-ressource » ou GIR. On retrouve 6 catégories classées du moins au plus dépendant : le GIR 1 est le niveau de perte d'autonomie le plus fort et le GIR 6 le plus faible. Dans les données que nous avons récupérées, les GIR 1/2 correspondent aux personnes avec la moins grande autonomie, nécessitant donc plus d'attention.

Et dans les Ehpad de l'Aude, la dépendance est à un haut niveau. Aux Rives d'Odes à Carcassonne, 85 % des résidents sont en GIR 1/2 et 15 % en GIR 3/4. À Pech Dal à Narbonne, ce sont 75 % de résidents en GIR 1/2 et 25 en GIR 3/4.

À Lézignan et Chalabre, ce sont près de la moitié des résidents qui atteignent les deux plus hauts taux de perte d'autonomie. Rappelons enfin que seule les personnes évaluées en GIR 1 à 4 peuvent bénéficier de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) versée par le Département.

Rassemblement et grève de la faim d'une résidente

Se faire entendre. Mettre des mots sur la souffrance au travail son impact sur la prise en charge des résidents. Dénoncer à cor et à cri ce qu'ils ont décidé de nommer « maltraitance institutionnelle »... Tel était le sens de la mobilisation des personnels, familles et résidents des Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de l'Aude, hier, comme partout en France, à l'appel d'une large intersyndicale, soutenue, témoignage supplémentaire du malaise latent, par l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA). Une mobilisation largement suivie à Carcassonne, en assurant la nécessaire « continuité du service public ». Devant l'EHPAD des Rives d'Ode, le secrétaire régional de Force Ouvrière Santé, Gilles Gadier, exprimait le ras-le-bol : « Trop, c'est trop ». Et de dénoncer « les engagements successifs des gouvernements qui n'ont pas été tenus », notamment le « Plan Solidarité Grand Âge, qui aurait dû voir la mise en place la politique d'un soi-



► Infirmiers, aides-soignant et représentants syndicaux réunis aux Rives d'Ode.

Photos Nathalie Amen-Vals

gnant par résident ». Dans l'assistance, on rit jaune... Une réalité « possible dans d'autres pays d'Europe » qui conduit le syndicaliste à affirmer qu'aujourd'hui « c'est une question de choix politique ». Une réalité que comprennent nombre de résidents. À l'image d'Evelyne Watiau qui, hier, depuis l'EHPAD Iéna où elle vit depuis maintenant 2 ans, se mettait en grève de la faim pour soutenir ces personnels « fatigués, parfois excédés » et dénoncer des conditions de vie

peu enviables, d'une télévision qui ne fonctionne pas à « la présence de rats l'été dernier. On a l'impression d'être mis au rebut, qu'on se moque de nous ». Des résidents « parfois livrés à eux-mêmes » et un système alternatif qui se met en place, comme l'achat « d'un balais et d'une serpillière pour faire moi-même le ménage », qui conduisent l'exigence à s'exprimer avec force : « La direction de l'hôpital et l'Etat doivent faire quelque chose ».

B.S.



► Evelyne Watiau, résidente de l'éna, en grève de la faim.

Paroles de personnels et de famille

► Marie-Claire. Infirmière aux Rives d'Ode, elle salue le travail des aides-soignants(e)s. « Heureusement qu'ils sont là... Nous, on prépare les médicaments, on surveille. Ce sont eux qui font tout le boulot... Des fois on a l'impression de bosser à l'usine ». Elle dépeint une situation avec « un gros turnover des personnels » et les inévitables souffrances qui en découlent : « Je reste à 80 % du temps de travail, sinon je ne tiendrais pas ». Envisageant de prendre sa retraite avant le taux plein, elle finit par confier cette horrible réalité : avoir, déjà, « envisagé le suicide ».

► Nicolas. Aide soignant aux Rives d'Ode, il raconte ce métier « dur physiquement et moralement » qu'il a choisi voilà 32 ans, et ces journées passées à s'occuper de gens très dépendants, dans des conditions de travail en bème : « On se met la pression, on est obligé de s'imposer une cadence pour prévoir toute éventualité, en cas d'urgence ». Des journées où le manque de personnel se fait sentir. Il raconte enfin ces journées et



► Nicolas, aide-soignant.

plannings « aléatoires, avec des rappels sur les jours de repos » même si « les cadres font ce qu'ils peuvent pour gérer ». Entre collègues « on compense les arrêts-malade et les jours de vacances... ».

► Des familles. Présen pour soutenir les personnels elles ont voulu témoigner de « manque dont pâtissent les pensionnaires ». Si elles viennent chaque jour au ch d'un membre de la famille, car elles notent un « manque d'humanité », conséquence inévitable du manque de moyens, qui découle sur « manque de lien entre infirmiers, soignants et médecin » même s'ils « for qu'ils peuvent ».